

DÉLIBÉRATION N° 2.02
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 21 JUIN 2023
RÉGULIÈREMENT CONVOQUÉ LE 12 JUIN 2023
AU PALAIS DES CONGRÈS DE MONTÉLIMAR
SOUS LA PRÉSIDENTE DE M. JULIEN CORNILLET

L'an deux mille vingt-trois, le 21 juin à 19 h 00, le Conseil Communautaire s'est réuni au Palais des Congrès de Montélimar, sous la présidence de Monsieur Julien CORNILLET.

PRÉSENTS : M. Hervé ANDEOL, Mme Valérie ARNAVON, Mme Anne BELLE, M. Karim BENSID-AHMED, M. Pascal BEYNET, Mme Patricia BRUNEL-MAILLET, M. Daniel BUONOMO, Mme Régina CAMPELLO, Mme Françoise CAPMAL, M. Fermin CARRERA, M. Jean-Bernard CHARPENEL, M. Daniel COIRON, M. Yves COURBIS, M. Allain DORLHIAC, Mme Josiane DUMAS, M. Julien DUVOID, Mme Christel FALCONE, Mme Marielle FIGUET, Mme Cécile GILLET, M. Jacky GOUTIN, M. Jean-Michel GUALLAR, M. Hervé ICARD, M. Vanco JOVEVSKI, Mme Bernadette PORTE, M. Jean-Pierre LAVAL, M. Yves LEVEQUE, M. Philippe LHOTTELLIER, M. Cyril MANIN, Mme Catherine MATSAERT, Mme Emeline MEHUKAJ, Mme Fabienne MENOVAR, Mme Florence MERLET, M. Karim OUMEDDOUR, M. Eric PHELIPPEAU, Mme Marie-Pierre PIALLAT (à partir de la délibération n° 2.12), M. Dorian PLUMEL, M. Jacques ROCCI, M. Christophe ROISSAC, Mme Ghislaine SAVIN, M. Michel THIVOLLE, Mme Sylvie VERCHERE, Mme Catherine VIALE, M. Jean-Luc ZANON

POUVOIRS : M. Bruno ALMORIC (pouvoir à Mme Catherine VIALE), Mme Sandra CEYTE (pouvoir à Mme Bernadette PORTE), M. Laurent CHAUVEAU (pouvoir à M. Jean-Michel GUALLAR), M. Julien DECORTE (pouvoir à M. Dorian PLUMEL), M. Jean-Frédéric FABERT (pouvoir à M. Fermin CARRERA), M. Chérif HEROUM (pouvoir à M. Jacques ROCCI), M. Laurent LANFRAY (pouvoir à Mme Patricia BRUNEL-MAILLET), Mme Marie-Christine MAGNANON (pouvoir à Mme Ghislaine SAVIN), Mme Sandrine MAGNETTE (pouvoir à Mme Fabienne MENOVAR), Mme Sandrine MOURIER (pouvoir à M. Jean-Luc ZANON), Mme Chloé PALAYRET-CARILLION (pouvoir à Mme Sylvie VERCHERE), Mme Françoise QUENARDEL (pouvoir à M. Julien DUVOID), Mme Vanessa VIAU (pouvoir à M. Cyril MANIN), Mme Demet YEDILI (pouvoir à Mme Emeline MEHUKAJ), Mme Maryline ROISSAC (pouvoir à Mme Marielle FIGUET)

EXCUSÉS : M. Yannick ALBRAND, M. Damien LAGIER (représentée par sa suppléante Mme Bernadette PORTE)

ABSENT : M. Norbert GRAVES

Secrétaire de séance : Mme Emeline MEHUKAJ

2.02 _ CRÉATION D'UN EMPLOI NON PERMANENT DE MAÎTRE COMPOSTEUR BIODÉCHETS

Mme Valérie ARNAVON, Vice-présidente, Rapporteur, expose à l'assemblée :

Conformément à la loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire, dite loi anti-gaspillage, la généralisation du tri à la source des biodéchets est prévue d'ici le 1er janvier 2024 pour tous les producteurs de déchets en France (collectivités et administrations, ménages, professionnels, etc).

Ce tri pourra s'articuler autour de plusieurs solutions avec pour objectif commun d'offrir une solution de tri à la source des biodéchets pour chaque citoyen de France d'ici le 1er janvier 2024. Ces solutions peuvent être, de manière complémentaire, le déploiement de la gestion de proximité (par le développement du compostage individuel et du compostage partagé) et le déploiement de la collecte séparée via une collecte supplémentaire à mettre en œuvre.

Afin de se préparer à cette nouvelle obligation réglementaire, la communauté d'agglomération Montélimar-Agglomération a élaboré une stratégie de tri à la source des biodéchets et souhaite développer sur l'ensemble de son territoire. Pour ce faire, elle doit recruter un Maître Composteur Biodéchets (H/F) qui aura en charge la promotion et le déploiement du tri à la source des biodéchets. Il devra participer à la mise en œuvre opérationnelle du plan d'action du schéma directeur de gestion des biodéchets sur le territoire. Les effectifs actuels du service de gestion des déchets sont insuffisants pour prendre en charge l'ensemble de cette mission supplémentaire.

Ce Maître Composteur biodéchets sera recruté par voie contractuelle sur un emploi non permanent d'une durée de 3 ans.

Le poste sera financé par le fonds vert, soutien au tri à la source et à la valorisation des biodéchets, à hauteur de 30.000€/an, pendant maximum 3 ans, sous réserve de l'acceptation du dossier déposé par la communauté d'agglomération et instruit par l'ADEME.

Affecté(e) à la Direction de l'Environnement - au sein du service de gestion des déchets, l'agent recruté sur cet emploi participera aux fonctions suivantes :

- Conduite des actions pour la promotion et le déploiement du tri à la source des biodéchets sur le territoire conformément au schéma directeur
- Mise en place et suivi de la gestion de proximité (compostage individuel et partagé)
- Mise en œuvre d'actions de communication et de sensibilisation
- Formation au tri à la source des biodéchets

L'agent exercera ses fonctions de Maître Composteur biodéchets à temps complet. La rémunération de l'agent est fixée sur la base de la grille indiciaire relevant du grade de recrutement de catégorie B. Le contrat prend fin avec la réalisation de l'objet pour lequel il a été conclu, après un délai de prévenance de deux mois.

Le cas échéant, la communauté d'agglomération Montélimar-Agglomération pourra procéder à une rupture anticipée du contrat de projet après un délai d'un an minimum si le projet/l'opération ne peut pas être réalisée(e) ou si le résultat du projet ou de l'opération a été atteint avant l'échéance prévue au contrat. Dans ce cas, l'agent percevra une indemnité d'un montant égal à 10% de la rémunération totale perçue à la date de l'interruption du contrat.

Le Conseil communautaire, à l'unanimité, DÉCIDE :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-1 et L.5211-9,

Vu le Code général de la fonction publique et notamment ses articles L.332-24 et suivants,

Vu la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,

Vu le décret n°2020-172 du 27 février 2020 relatif au contrat de projet dans la Fonction publique,

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré,

D'APPROUVER la création d'un emploi non permanent à temps complet relevant de la catégorie B. À ce titre, cet emploi sera pourvu par un agent contractuel sur la base de l'article L.332-24 du Code de la fonction publique.

L'agent devra justifier d'un diplôme de niveau bac +2 dans le domaine des déchets et d'une expérience significative de 2 ans sur un poste équivalent. Sa rémunération sera calculée, compte tenu de la nature des fonctions à exercer assimilées à un emploi de catégorie B, par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement.

L'agent contractuel sera recruté pour une durée de trois (3) ans. Le contrat est renouvelable par reconduction expresse si la mission prévue de la durée initialement déterminée. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans. Lorsque la mission ne peut pas se réaliser ou lorsque le résultat du projet ou de l'opération a été atteint avant l'échéance prévue du contrat, l'employeur peut rompre de manière anticipée le contrat après l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date d'effet du contrat initial (décret n°2020-172 du 27 février 2020). Cette rupture anticipée donne alors lieu au versement d'une indemnité d'un montant égal à 10% de la rémunération totale perçue à la date de l'interruption du contrat.

DE DIRE que les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits inscrits au budget ordures ménagères, chapitre 012,

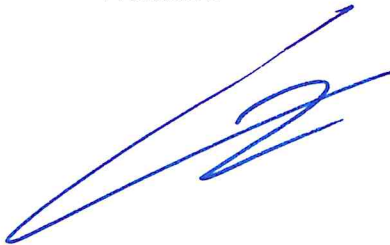
DE CHARGER Monsieur le Président ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,

POUR EXPÉDITION CONFORME

Fait à la Communauté d'Agglomération le 22 juin 2023

Julien CORNILLET
Président



Emeline MEHUKAJ
Secrétaire de séance

